

DUBET François, DURU-BELLAT Marie & VÉRÉTOUT Antoine. *Les sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*

Paris : Éd. du Seuil, 2010, 212 p.

Marc Demeuse



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3243>

DOI : 10.4000/rfp.3243

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2011

Pagination : 132-133

ISBN : 978-2-84788-329-9

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Marc Demeuse, « DUBET François, DURU-BELLAT Marie & VÉRÉTOUT Antoine. *Les sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 176 | juillet-septembre 2011, mis en ligne le 15 septembre 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3243> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.3243>

des tarifs, mais aucune clause n'empêchant leur escalade. Google devra s'entendre sur leur niveau avec le Registre des droits afférents aux livres, qui gèrera les demandes de droits et assurera leur paiement, mais le Registre sera dirigé par les représentants des auteurs et des éditeurs dont le souci sera d'augmenter les tarifs. Quant au public, il n'a tout simplement pas voix au chapitre » (p. 130).

En début de carrière, Robert Darnton avait retracé le versant économique et social de cette folle entreprise que fut la grande *Encyclopédie*. Trente ans plus tard, le voici aux prises avec une autre folle entreprise encyclopédique, aussi riche de promesses que de dangers. Devant les séductions mirobolantes de la numérisation en ligne, comme à son habitude, il « fouille l'envers du décor », débusquant des clauses inscrites dans la langue byzantine des contrats secrets. Il a riposté avec les armes dont dispose le citoyen de la république des lettres : la mobilisation de l'espace public et l'appel à la loi. Parviendra-t-il, comme David maniant la fronde, à faire plier le Goliath de la technologie en ligne, le géant financier de numérisation ? Ce livre, écrit d'une plume alerte et pressante, est un appel aux lecteurs : il montre ce qui se joue pour l'avenir des bibliothèques, « dont l'unique fonction est de préserver et diffuser le savoir ». Il faut le lire pour saisir précisément quel piège recèle la facilité des consultations en ligne. Il faut le lire pour comprendre pourquoi les textes fournis gratuitement par les bibliothèques doivent « devenir juridiquement propriété publique ».

Anne-Marie Chartier

École normale supérieure de Lyon, Institut français de l'Éducation

BIBLIOGRAPHIE

- DARNTON R. (1982). *L'aventure de l'Encyclopédie. Un best-seller au siècle des Lumières*. Paris : Perrin.
- DARNTON R. (1983). *Bohème littéraire et Révolution. Le monde des livres au XVIII^e siècle*. Paris : Gallimard ; Éd. du Seuil.
- DARNTON R. (1991). *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*. Paris : Gallimard.
- DARNTON R. (1992). *Gens de lettres, gens du livre*. Paris : Odile Jacob.
- DARNTON R. (2010). *Le Diable dans un bénitier. L'art de la calomnie en France, 1650-1800*. Paris : Gallimard.

DUBET F., DURU-BELLAT M. & VÉRÉTOUT A. (2010). *Les sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*. Paris : Éd. du Seuil, 212 pages.

Comme François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Véréout le soulignent, on attend aujourd'hui beaucoup de

l'école, alors même que certains politiques semblent avoir renoncé à réduire les inégalités sociales et que la concurrence scolaire se durcit de manière à préparer les élèves à occuper les positions les plus en vue, voire simplement un emploi décent. Souvent, l'école est à la fois perçue comme une solution individuelle et comme un vecteur collectif d'élévation, un « devoir de salut », comme l'appellent les auteurs, même si beaucoup semblent se résigner à une relative impuissance face aux inégalités de la société elle-même.

Il est clair [...] que les diplômés sont utiles à chacun de nous pour avoir un emploi et pour être mieux payé. Il est donc difficile de ne pas croire aux vertus du développement continu de l'éducation scolaire ; d'ailleurs les dirigeants qui en appellent « à la société de la connaissance » et les organisations syndicales qui réclament plus de moyens pour l'éducation partagent tous cette confiance dans l'école (p. 8).

C'est ce qu'affirment d'entrée de jeu les trois auteurs, même si Marie Duru-Bellat n'avait pas manqué de surprendre avec l'un de ses précédents ouvrages¹, particulièrement critique par rapport à cette conviction très répandue que l'élévation globale du niveau des études conduit nécessairement à une élévation du niveau de vie, conformément aux idées sous-tendant la théorie du capital humain. Son livre montrera bien que ce qui est vrai à un niveau individuel ne l'est pourtant pas nécessairement au niveau de la société dans son ensemble.

L'ouvrage de F. Dubet, M. Duru-Bellat et A. Véréout ne se propose pas seulement de « critiquer cette conviction commune, mais de regarder si elle vaut partout et toujours en comparant les systèmes scolaires entre eux et les sociétés entre elles afin de savoir dans quelles conditions il est réaliste et sage d'attendre autant du développement des systèmes scolaires » (p. 8). Pour le dire autrement, à travers une approche comparative, les auteurs envisagent comment les systèmes éducatifs peuvent se montrer plus ou moins capables de produire équitablement une élévation des compétences qui correspondrait à une amélioration globale de la situation de chacun au sein de la société, mais ils considèrent aussi les rapports qui peuvent exister entre le caractère plus ou moins équitable des systèmes éducatifs et celui des sociétés qui les portent. Il ne s'agit pas, pour les auteurs, de croire soit à la toute-puissance de l'école comme levier de changement social (volontarisme scolaire), avec le risque de surresponsabiliser les « vaincus » de l'école, soit à l'incapacité totale de celle-ci face à la société qui la déterminerait entièrement et en limiterait toutes les ambitions (reproduction mécanique).

Le parti pris de départ est d'admettre qu'il peut exister des sociétés relativement moins équitables que d'autres, alors qu'elles entretiennent des systèmes éducatifs qui sont, pour leur part, bien plus justes, et inversement. C'est ainsi que les auteurs mettent par exemple en évidence que « l'Allemagne

et la Belgique ont des écoles plus inégalitaires que la société, alors que l'école finlandaise est moins inégalitaire que la société » (p. 108), même si celle-ci est particulièrement égalitaire. Malgré les idées souvent entendues, par exemple à la suite de la publication des résultats des vagues successives de l'enquête PISA, l'école finlandaise n'est pas uniquement le reflet d'une société équitable, résultat qu'il serait impossible d'atteindre dans d'autres sociétés, moins égalitaires. Il n'existe pas de lien de nécessité entre le caractère équitable ou non d'une société et la manière dont on peut définir son école par rapport à cette dimension.

Ne se limitant pas à une discussion purement spéculative, les auteurs documentent très bien la réflexion, et de manière très lisible, dans une première partie consacrée aux concepts d'intégration et de cohésion, puis ils tentent de rendre ces concepts opérationnels à travers des indicateurs synthétiques qu'ils utilisent pour qualifier aussi bien les sociétés que les systèmes éducatifs. C'est sans doute à ce niveau que les lecteurs attentifs et particulièrement intéressés par les aspects méthodologiques resteront un peu sur leur faim, malgré l'intéressante, mais trop brève, annexe I qui donne, en quatre pages, une description des sources et des méthodes utilisées.

Il s'agit néanmoins d'une approche particulièrement puissante, bien que corrélationnelle, et qui permet de sortir d'une observation exclusivement « micro » ou d'une approche spéculative peu outillée et « macro ». Elle permet ainsi de tester un modèle conceptuellement bien construit, contrairement à certaines études bien ficelées d'un point de vue méthodologique, mais dont il est difficile de tirer parti, au-delà d'une description minutieuse, faute d'une telle construction conceptuelle solide. C'est cette analyse qui donne à l'ouvrage toutes ses qualités. On retrouve, dans des domaines proches, avec une méthodologie semblable à celle de F. Dubet et ses collègues, les travaux initiés par le Groupe européen de recherche sur l'équité des systèmes éducatifs (GERESE) dans le domaine des indicateurs européens d'équité, des travaux antérieurs menés à l'IREDU ou ceux de Nathalie Mons dans le domaine des sciences politiques, par exemple. Pour avoir été personnellement impliqué dans les travaux du GERESE, je dois souligner le mérite des auteurs face à la très grande difficulté de rassembler des données pertinentes au niveau international et de les rendre comparables.

Ce travail de sociologie comparée est sans doute facilité lorsqu'on dispose d'un modèle intégrateur, mais encore faut-il parvenir, comme c'est bien le cas ici, à le rendre opérationnel de manière convaincante, sans sacrifier à la facilité qui consisterait à assembler des « indicateurs » hétéroclites en fonction du « marché ».

Pour bien comprendre ce qui se joue, il faut à la fois considérer comment s'acquièrent les compétences à

l'école, mais aussi comment elles peuvent, à travers les diplômes, être rétribuées dans la vie adulte. Cela conduit à prendre en compte la manière dont l'accès au diplôme peut s'opérer, compte tenu de l'origine sociale de chacun, mais aussi l'importance que revêt le fait d'être ou non porteur d'un diplôme élevé pour obtenir un meilleur salaire ou un emploi plus prestigieux au sein d'une société donnée. Cette dimension, baptisée « emprise scolaire », est certainement la plus intéressante et celle qui permet le mieux aux auteurs de poursuivre les réflexions qu'ils ont développées dans leurs travaux antérieurs, notamment à propos de l'école méritocratique. En effet, comme ils le montrent bien, « plus l'emprise scolaire est forte, plus les mécanismes paradoxaux de l'égalité des chances méritocratiques sont rigides » (p. 190). Pour reprendre leurs termes, « trop d'école tue l'école, elle en réduit le sens à des utilités et hypertrophie les injustices » (*ibid.*). À côté de ce « trop d'école », face aux imperfections de ce mode de sélection, il convient sans doute de multiplier les formes indépendantes de sélection et les filets de sécurité extrascolaires, comme des formations professionnelles permettant véritablement de s'insérer sur le marché du travail, plutôt que de ne compter que sur l'enseignement scolaire. La recherche d'une école plus juste ne doit pas se limiter à rendre la compétition plus juste, elle doit aussi permettre d'interroger les hiérarchies sociales et la distance qui sépare les différentes positions sociales. « L'éducation scolaire n'est pas tenue de sauver le monde ; il lui suffirait d'être la meilleure possible et ce ne serait déjà pas si mal » (p. 193), voilà donc une manière à la fois optimiste et volontaire de positionner le débat en l'instruisant utilement. Une tâche parfaitement accomplie par les trois auteurs de cet ouvrage qui ne manquera pas susciter d'autres travaux.

Marc Demeuse
Université de Mons (UMONS)

1 DURU-BELLAT M. (2006). *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*. Paris : Éd. du Seuil et La République des idées.

ÉTIENNE Richard, ALTET Marguerite, LESSARD Claude, PAQUAY Léopold & PERRENOUD Philippe (dir.). *L'université peut-elle vraiment former les enseignants ? Quelles tensions ? Quelles modalités ? Quelles conditions ?* Bruxelles : De Boeck, 2009, 272 p.

Treize contributions composent l'ouvrage présenté ici. Celui-ci résulte d'un symposium du REF (réseau international de recherche en éducation et en formation) qui portait sur le contexte de la formation des enseignants, et particulièrement sur les relations entre professionnalisation et universitarisation. La question centrale de l'ouvrage est résumée dans son titre : l'université peut-elle vraiment former